

# Le chemin vers la justice transitionnelle à travers la construction de la mémoire collective en Ouganda



**Pays** : Ouganda, le district de Kitgum, dans la région du Nord

**Domaine d'activité / thématique** : Défense des droits humains et promotion de la paix

**Bénéficiaires** : 4'504 bénéficiaires directs, 23'304 bénéficiaires indirects

**ODD** : 16. Paix, justice et institutions efficaces

**Date de début** : 15.01.2021

**Date de fin** : 14.01.2023

## Objectif global du projet

L'objectif de ce projet est de mettre en place une institution et des mécanismes pour, au fil du temps, construire des histoires plus complètes de l'Ouganda. Le but est de conduire à une gouvernance plus efficace et à une paix plus durable. En effet, l'archivage offre une base solide à l'amélioration du devoir de mémoire et au processus de justice transitionnelle. De même, il s'agit de fournir un appui technique et former le personnel local du partenaire à des nouvelles méthodes de travail et de gestion des archives.

## Contexte



### *Les départements de l'Ouganda et la zone concernée par le projet*

De violents conflits dans la région des Grands Lacs ont coûté la vie à des centaines de milliers de personnes, déplacé des millions d'autres et laissé en héritage des blessures physiques, psychologiques et sociales non traitées qui continuent d'avoir un impact sur la gouvernance et d'exiger une justice transitionnelle. Le Soudan du Sud, au nord, et la République Démocratique du Congo, à l'ouest, sont des pays limitrophes de l'Ouganda qui connaissent de grandes instabilités politique et économique. Ces instabilités engendrent d'importants mouvements migratoires vers l'Ouganda. Le Soudan du Sud, le plus jeune pays du monde, a sombré dès 2013 dans une guerre civile qui a causé des milliers de morts et des millions de déplacés<sup>1</sup>. Après plus de 20 ans de guerres, la République démocratique du Congo fait face à une situation humanitaire très inquiétante et complexe, en raison des nombreux et divers conflits internes et communautaires<sup>2</sup>. Les exilés sud-soudanais et congolais fuient les affrontements entre les groupes armés et leurs États, les massacres de civils, les exécutions arbitraires, les violences sexuelles, les mutilations physiques et le recrutement forcé d'enfants soldats. Ces deux pays regroupent pratiquement à eux seuls la totalité des réfugiés actuellement présents en Ouganda. Ce qui fait de l'Ouganda la première terre d'asile du continent africain.

Les crimes qui ont eu lieu à la fin des années 1980 n'ont été révélés que récemment. Les initiatives de justice transitionnelle sont cruciales, comme la promotion du dialogue sur la mémoire en tant que thérapie, mais aussi en tant que mécanisme pour établir la vérité grâce auquel les blessures liées à la guerre peuvent être identifiées et traitées. Le fait que certains processus, comme l'établissement de la vérité, puissent avoir des avantages importants sur la santé mentale d'une population, est généralement sous-estimé. De même, beaucoup de régions touchées par les conflits, en particulier dans le Nord, s'appuient sur les traditions orales pour dire la vérité et partager l'histoire. Malheureusement, les traditions orales entraînent la perte d'archives - et même lorsqu'il existe des documents écrits, ils sont relativement inutiles étant donné le faible niveau d'alphabétisation. La préservation de documents oraux et écrits sur les préjudices subis par les individus et les communautés est donc une étape importante pour se souvenir des atrocités passées dans l'espoir d'éviter qu'elles ne se reproduisent et d'améliorer l'enseignement de l'histoire.

## **Projet**

Pour un certain nombre de raisons, une grande partie de l'histoire de l'Ouganda n'a pas été documentée, en particulier ses nombreux chapitres les plus violents. Des récits très incomplets sont utilisés pour façonner les principaux cadres politiques, les processus et les financements. Ils peuvent parfois aggraver les séquelles de la violence non résolue et constituent un obstacle à la justice ainsi qu'à la réconciliation. L'objectif des archives est de mettre en place une structure et des mécanismes pour, au fil du temps,

---

<sup>1</sup> ONU Info. Soudan du Sud : l'ONU appelle à mettre fin aux violences intercommunautaires. Consulté le 20 avril 2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/03/1064542/>

<sup>2</sup> UNHCR. Urgence République démocratique du Congo. Consulté le 20 avril 2020, <https://www.unhcr.org/fr/urgence-republique-democratique-du-congo.html>

construire des histoires plus complètes de l'Ouganda qui conduisent à une gouvernance plus efficace et à une paix plus durable.

Afin de développer ses méthodes de collectes et d'analyse de données, Refugee Law Project (RLP) veut mettre en place de nouvelles méthodologies et outils de gestion de la base de données comme une approche générale pour faciliter le traitement des données par le personnel. En développant ses capacités dans la collecte et l'analyse de données, le partenaire joue un rôle fondamental dans la constitution de la mémoire nationale, le travail d'archivage étant indissociable du devoir de mémoire.

Pour démarrer ce projet, Refugee Law Project (RLP) a sollicité l'appui d'un volontaire suisse, Martin Bovey, diplômé en Histoire internationale et en Sciences politiques, avec une solide expérience en gestion d'archives sensibles. Il appuiera l'équipe afin de fournir un appui technique et former le personnel local de Refugee Law Project (RLP) à des nouvelles méthodes de travail et de gestion des archives.

### Volontaires : Martin Bovey



**Martin Bovey** : Suite à l'obtention de son Master en Histoire internationale et Science politique à l'Université de Lausanne, Martin a développé son expérience professionnelle en tant que chargé de projets d'archives au sein de plusieurs institutions, comme Terre des Hommes et la Fondation Sentinelles.

### Budget

Le budget total pour ce projet d'une durée de 2 années (du 15 janvier 2021 au 14 janvier 2023) est de CHF 169'764. Ci-après le budget par année civile :

<b>BUDGET PROJET (15.01.2021 - 14.01.2023)</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>
TOTAL dépenses (CHF)	83'838	67'416	18'510

### Partenaire local : Refugee Law Project (LRP)



*Refugee Law Project* est une organisation liée à l'université de Makerere basée à Kampala, active depuis 1999 dans la promotion des droits des personnes demandeurs d'asile, réfugiées, déportées, déplacées internes ainsi que ceux des communautés qui les accueillent. RLP s'est fixé comme mission de promouvoir la protection, le bien-être et la dignité de ces personnes en combattant les injustices en termes de politiques mises en place par les gouvernements, ainsi que sur le plan légal et concrètement sur le terrain. RLP est aussi très active dans le plaidoyer auprès des acteurs principaux et participe activement au débat national et international sur les sujets de migration forcée, de

justice et de promotion de la paix. L'organisation contribue de surcroît activement à la recherche académique sur ces sujets.

## Eirene Suisse



Eirene Suisse est une ONG active depuis 1963 dans la construction de la paix et la promotion des droits humains.

Eirene Suisse est une association de coopération au développement par l'échange de personnes, c'est-à-dire l'envoi de professionnels qualifiés auprès d'associations partenaires au Sud.

Nous élaborons des projets sur-mesure en fonction des besoins exprimés par nos partenaires au sud, permettant ainsi de garantir un effet durable des projets ainsi que le transfert de compétences pour renforcer l'autonomie des équipes locales.

La petite équipe de coordination basée en Suisse gère une quinzaine d'affectations de volontaires par an et assure le suivi de plusieurs projets dans ses trois zones d'intervention principales : l'Afrique des Grands Lacs, l'Amérique Centrale et Haïti. Grâce aux liens solides et réciproques développés avec notre réseau de partenaires, au nord comme au sud, nous mettons aussi en œuvre des formes de coopération innovantes, tels que les échanges Sud-Nord et Sud-Sud, ainsi que des ateliers d'échange d'expériences et des formations.

Eirene Suisse est une association sans but lucratif reconnue d'utilité publique, et sans appartenance politique ou confessionnelle.

## Contact



**Florine Jacques**, Coordinatrice communication, recherche de fonds et programme Nord  
**Bastien Morard**, Coordinateur programme Grands Lacs

**Adresse de Correspondance** : Rue des Côtes-de-Montbenon 28 - 1003 Lausanne

**Siège** : Rue de Vermont 17 - 1202 Genève

**Tél.** +41 22 321 85 56 – **Courriel:** [florine.jacques@eirenesuisse.ch](mailto:florine.jacques@eirenesuisse.ch)

**Site internet** : [www.eirenesuisse.ch](http://www.eirenesuisse.ch)



<https://www.facebook.com/Eirenesuisse>



<https://www.linkedin.com/company/eirene-suisse/>

**CCP** : 23 – 5046 – 2

**IBAN** : CH93 0900 0000 2300 5046 2

**SWIFT/BIC** : POFICHBEXXX

**Association Eirene Suisse** : Rue de Vermont 17 | 1202 Genève

**Mention** : Ouganda / Martin